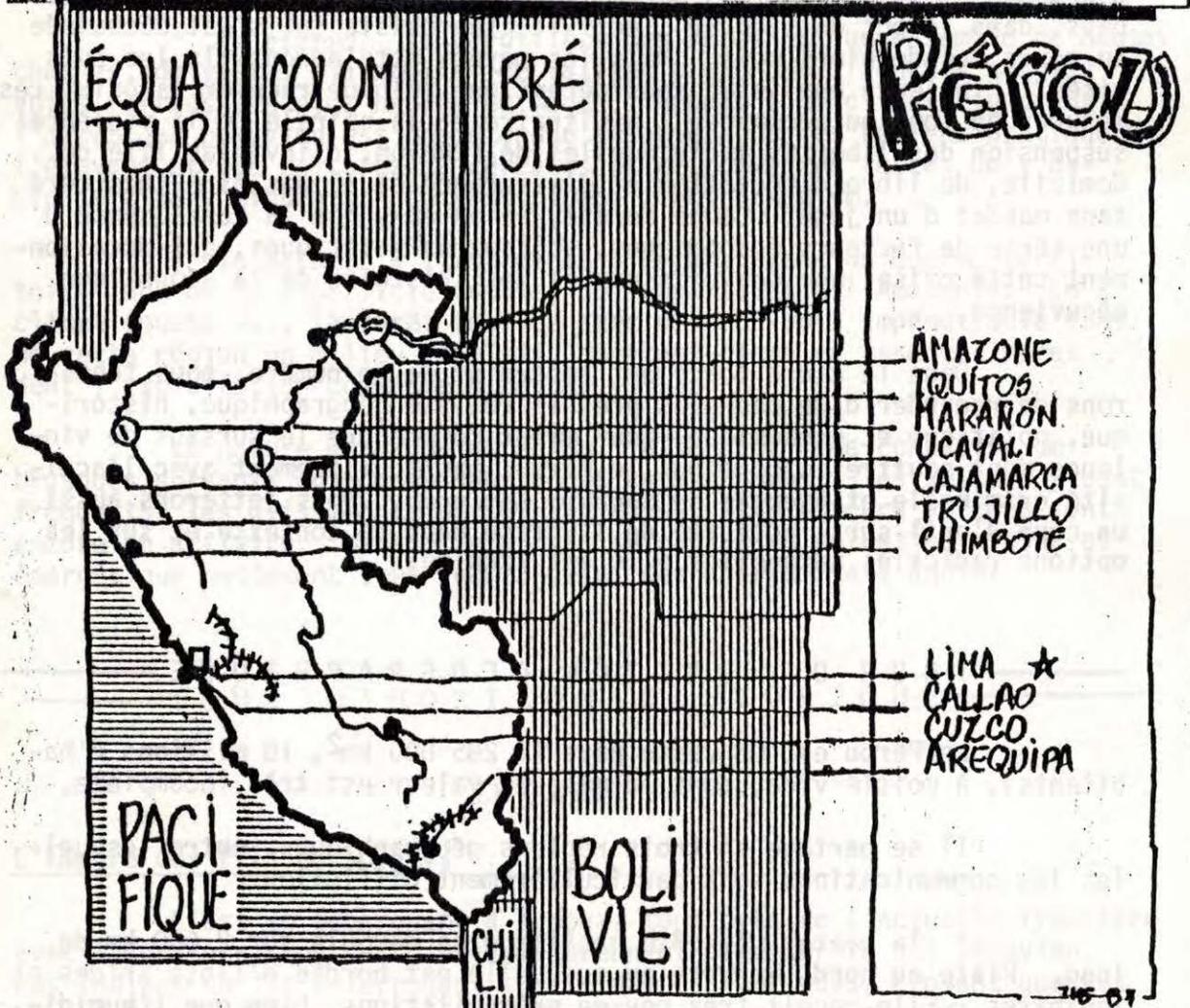


EN MARCHÉ !

# Caminando!

BULLETIN DE REFLEXION ET D'ENGAGEMENT

Vol. IV No 3 Août 1983



COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE Inc.  
25 ouest, rue Jarry, # 112 A, Montréal, H2P 1S6

# Dossier Pérou

---

## EDITORIAL

---

Le 30 mai dernier, le gouvernement péruvien décrétait l'état d'urgence et suspendait les garanties constitutionnelles dans tout le pays, dans le but de stopper l'activité terroriste qui s'est déchaînée au cours des derniers mois. Mais les moyens atteindront-ils les buts visés? Plusieurs analystes considèrent que loin de ramener la paix, ces mesures ne font qu'accentuer l'arbitraire et la spirale de la violence: suspension des libertés individuelles de réunion, d'inviolabilité de domicile, de libre circulation et d'assurance de ne pas être incarcéré sans mandat d'un juge. Ce ne serait, selon eux, que la conséquence d'une série de facteurs économiques, sociaux et politiques, qui occasionnent cette crise, une des plus graves de l'histoire de la République péruvienne.

Dans le cadre forcément restreint de ce numéro, nous tenterons de regarder d'un peu plus près la réalité géographique, historique, politique et économique, pour mieux comprendre le sursaut de violence dont souffre aujourd'hui le Pérou, particulièrement avec l'activité criminelle et aveugle du *Sendero Luminoso*. Nous jetterons aussi un coup d'oeil sur l'activité de l'Eglise dans ce contexte et sur les options radicales auxquelles elle est acculée.

---

## TOUR D'HORIZON GEOGRAPHIQUE

---

Le Pérou est un vaste pays (1 285 000 km<sup>2</sup>, 18 millions d'habitants), à moitié vide, dont la mise en valeur est très incomplète.

Il se partage en trois régions géographiques, entre lesquelles les communications sont particulièrement difficiles.

\* la *costa*: la côte pacifique se déroule sur 2 600 km de long. Plate au nord, abrupte au sud, elle est bordée d'îlots arides et inhabités. Elle reçoit très peu de précipitations, bien que l'humidité y soit élevée et se manifeste par le phénomène de la *garua*, pluie très

fine qui stagne au contact de la mer et de la terre. L'irrigation permet une agriculture intensive (riz, canne à sucre, coton, vergers).

Les eaux froides du Pacifique sont riches en poissons qui alimentent l'industrie de la pêche et attirent également une multitude d'oiseaux qui fournissent le *guano* utilisé comme engrais. Mais périodiquement, et c'est le cas en ce moment, un courant chaud venu de l'Equateur balaie le rivage. Alors les poissons vont ailleurs, les oiseaux meurent, la pluie s'abat sur les villages et inonde les champs.

\* la *sierra*: la Cordillère des Andes est un ensemble de hautes chaînes, de vastes plateaux et de vallées profondes, franchis par les voies ferrées les plus hautes du monde. Soumis à un climat rigoureux, l'*altiplano* péruvien est une étendue steppique où les Indiens pratiquent l'élevage et les cultures de céréales et de pommes de terre. On y exploite divers minerais: cuivre, plomb, zinc, vanadium.

\* la *selva*: à l'est de la Sierra s'étend un énorme territoire (60% de la superficie totale) qui appartient à l'Amazonie. Le climat équatorial, la forêt touffue avec un sous-bois impénétrable font de cette région un milieu répulsif, pourtant riche en essences rares dont l'exploitation commence à peine.

La nature est rude au Pérou. Elle peut même connaître de brusques sursauts qui conduisent à des catastrophes: les séismes y sont fréquents, les glissements de terrain aussi, et plusieurs volcans sont encore en activité. Mais elle a doté ce pays d'un potentiel minier et énergétique nettement supérieur à celui des autres Etats andins.

---

## TOUR D'HORIZON HISTORIQUE

---

### LE PASSE

#### L'Empire des fils du soleil?

C'est en débarquant à Tumbes, tout près de l'actuelle frontière avec l'Equateur, que les Espagnols prennent pied sur le sol péruvien. Les Indiens qu'ils interrogent sur le nom de leur pays, croyant que les hommes blancs désirent seulement connaître le nom du cours d'eau à l'embouchure duquel ils se sont arrêtés, répondent "Piru" ou fleuve dans leur

langue. C'est ainsi que Piru est devenu Pérou, telle est du moins l'explication qu'en donne Garcilaso de la Vega, un demi-siècle après la conquête espagnole.

Le sort du Pérou pré-colombien s'est réglé avec une rapidité déconcertante. N'ayant pas trouvé au Mexique l'or qu'ils cherchent avidement, les conquistadores poussent leurs incursions 4,000 km plus au Sud en plein cœur des Andes. En 1532, une petite troupe conduite par Pizarre, aventurier de la pire espèce mais aussi chef de bande d'une incroyable témérité, franchit la Cordillère et atteint la plaine de Cajamarca où l'attendent Atahualpa et son armée. L'Inca en grand appareil ne s'est pas méfié de cette poignée d'hommes blancs hirsutes traînant après eux des chevaux épuisés. Lorsque le chapelain de Pizarre lui présente solennellement la Bible en lui demandant de se convertir à la foi chrétienne et de reconnaître l'autorité de Charles Quint, Atahualpa jette le livre. Aussitôt les arquebusiers espagnols tirent, semant la terreur parmi les Indiens. Atahualpa, trahi une première fois, est fait prisonnier, mais Pizarre promet de le libérer s'il parvient à remplir d'or et de pierreries la cellule où il est enfermé. Au bout de deux mois l'Inca est en mesure de payer la fabuleuse rançon. Peine perdue et deuxième trahison: Pizarre fait étrangler le jeune souverain après l'avoir contraint au reniement de ses dieux.

Alors l'Empire inca s'effondre: inhibés par une tyrannie plusieurs fois séculaire ou atterrés par la disparition tragique de leur dieu-soleil, les Indiens n'ont pas réagi.

Pourtant cet Empire couvrait un vaste territoire qui s'étendrait aujourd'hui sur la Bolivie, le Pérou, l'Equateur et le Nord du Chili, et ses structures semblaient inattaquables.

Du XIIe siècle jusqu'à l'arrivée des Espagnols, les Incas, venus des rives du lac Titicaca, à la suite de Mango Capac, personnage mythique à la fois dieu, héros et civilisateur, ont patiemment construit un Etat centralisé, puissant, dirigé par un souverain absolu, vénéré comme le fils du soleil. Alors que l'Europe morcelée est encore plongée dans la féodalité, l'Empire inca offre le modèle d'un système économique et social parfaitement organisé.

Les ordres de l'homme-dieu, sommet de la pyramide, sont exécutés par quatre vice-rois, des gouverneurs de province et une armée de fonctionnaires dévoués qui encadrent des sujets soumis dont la vie est réglementée jusque dans ses moindres détails. Etat totalitaire avant la

lettre, l'empire inca possède la terre, les mines et la force de travail de son peuple. Il prend soin des malades et des vieillards, veille à constituer des dépôts de vivres, s'assure que chaque famille disposera du minimum vital, mais ne laisse à quiconque la moindre parcelle de liberté.

Etonnante civilisation capable de construire des milliers de kilomètres de routes, experte dans l'art de l'irrigation, l'orfèvrerie et le tissage, et pourtant ignorante de l'écriture! A son apogée, l'empire a dominé 25 millions d'habitants et Cuzco, sa capitale, perchée à 3400 m. d'altitude, en abritait plus de 200,000. La rigidité de ses structures explique à la fois sa force et sa vulnérabilité. Une fois disparu l'homme-dieu qui le dirigeait, l'édifice tout entier était voué à la destruction.

### La colonisation espagnole

L'histoire du Pérou est ensuite celle de toute l'Amérique espagnole. Les colonisateurs créent une vice-royauté à Lima. Leur mainmise sur le pays s'opère d'une façon brutale, à travers l'*encomienda* qui conduit à la création d'immenses domaines et au servage. Contraints au travail forcé dans les *haciendas* ou les mines, talonnés par la faim et les épidémies, les Indiens sont décimés.

La période coloniale s'achève en 1821, mais aujourd'hui encore rien n'a changé entre Indiens et descendants des colons espagnols, malgré la présence de métis.

Quichuas et Aymaras vivent surtout dans la Sierra, réduits à une économie de subsistance, pauvres et illettrés, mais farouchement attachés à leurs traditions.

Chaque année, en juin, ils sont des dizaines de milliers à se rassembler sur le plateau de Tayankani pour saluer le lever du soleil.

Les masses indiennes, bien que majoritaires dans la population, ne sont pas intégrées à la vie nationale.

"La civilisation espagnole s'est superposée à celle des Incas, mais il y a eu peu d'échanges entre les deux". (M. Niedergang, in "Les vingt Amériques latines", tome II).

### Le régime militaire

En octobre 1968 le président Belaunde Terry (actuel chef de l'Etat) est renversé par une junte militaire que dirige le général Velasco Alvarado.

De grands bouleversements sont annoncés sur la base assez vague de structures tenant à la fois du capitalisme et du collectivisme.

#### \* Le temps des réformes 1968-1975

L'ambition des militaires est d'assurer l'indépendance économique et financière du pays et de promouvoir la cogestion des travailleurs. C'est en fonction de ces objectifs nationalistes et progressistes que de vastes réformes sont entreprises.

La réforme agraire est mise en oeuvre dès 1969. Tout en modifiant d'une façon plus égalitaire la structure de la propriété, elle vise un triple but:

- réduire le pouvoir de l'oligarchie des planteurs, hostile aux militaires;
- améliorer le revenu des ruraux, acheteurs potentiels de produits manufacturés;
- faire obstacle aux idéologies révolutionnaires, à la syndicalisation des paysans, à l'occupation des terres ou même aux activités de la guérilla.

Les outils de la réforme sont les coopératives agricoles de production (CAP) créées sur la côte dans les régions d'agriculture moderne, et les sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS) constituées sur les plateaux andins.

L'Etat pénètre en force dans l'économie en nationalisant plusieurs compagnies étrangères (l'IPC, International Petroleum Company,

filiale de Standard Oil devient Petroperu), et en étatisant l'industrie lourde, le ciment, les télécommunications, les banques.

De nombreuses sociétés privées, tant péruviennes qu'étrangères, subsistent; mais c'est l'Etat qui contrôle l'ensemble des leviers de l'économie.

Jusqu'en 1973, la bonne conjoncture favorise les plans des militaires et peut faire oublier leur mainmise absolue sur toutes les fonctions gouvernementales et administratives, et la torpeur de la vie politique.

Mais à partir de 1974, le tableau change. L'effondrement des exportations, la baisse des investissements, le chômage et l'endettement mettent en évidence les limites des changements projetés. Alors apparaissent les failles du programme.

Sur une population active rurale supérieure à deux millions, le tiers seulement a bénéficié de la réforme agraire et la multitude des travailleurs saisonniers n'ont pas vu leur sort s'améliorer.

Les espoirs fondés sur la prospection pétrolière ont été déçus et les bénéfices attendus pour financer l'industrialisation ont été bien en deça des prévisions. Les salariés n'ont pas pris en mains la gestion de leurs entreprises.

Echec donc sur toute la ligne, imputable certes à la recession économique mondiale, mais également à la junte qui a refusé d'associer les civils à la direction du pays et repoussé l'appui d'un parti de masse.

En même temps que le pays s'enfonce dans la crise, les forces armées se déchirent. En 1975 le général Morales Bermudez remplace le général Velasco.

#### \* Coup de barre à droite

Face à la dégradation accélérée de l'économie, la nouvelle équipe dirigeante choisit, à l'instar du Chili et de l'Argentine, la solution du libéralisme accompagné de la doctrine de la sécurité nationale. La rigueur financière étant à l'ordre du jour, la monnaie est

dévaluée, le budget restreint, les salaires bloqués et les impôts élevés. Mais ces mesures draconiennes ne viennent pas à bout du marasme. En 1978, le Pérou au bord de la faillite est sauvé de justesse par le F.M.I. Les conditions que ce dernier impose vont encore aggraver la crise sociale qui se manifeste par une agitation permanente et violente, ponctuée de grèves et de heurts avec la police, malgré la surveillance des syndicats, la censure et la suspension des garanties constitutionnelles.

Le plan Tupac Amaru, document publié par les militaires sur l'ensemble de leurs projets économiques et politiques, prévoyait l'élection d'une assemblée constituante en 1978 et des élections générales en 1980.

C'est dans un climat très tendu qu'elles vont se dérouler.

La première élection (1978), qui doit mener à la formation d'une assemblée dotée uniquement d'un rôle constitutionnel, voit le succès de l'APRA, menée par le vieux leader Haya de la Torre et traditionnellement hostile aux militaires.

La nouvelle Constitution prévoit entre autres le vote des analphabètes, l'abolition de la peine de mort et l'interdiction aux militaires d'effectuer un coup d'Etat.

Le général Morales finit par l'accepter et annonce les élections générales pour le 28 mai 1980.

La parenthèse militaire se ferme. Les civils reviennent au pouvoir sous la houlette de Belaunde Terry.

### Le retour des civils

Le nouveau régime a suscité beaucoup d'espoir, mais trois ans après son installation le Pérou court à la dérive. La politique ultra-libérale du ministre des finances, Manuel Ulloa ne peut convenir aux besoins des groupes les plus démunis. Les négalités s'accroissent entre les couches privilégiées et les masses paysannes et ouvrières.

55% des actifs connaissent le chômage ou le sous-emploi. La moitié des habitants de Lima vit dans des *barriadas*. L'éducation, le logement, la santé se sont dégradés. Et pour comble de misère, des

épidémies de typhoïde et de rage font leur apparition dans les bidonvilles.

Dans ces conditions l'agitation sociale n'est pas surprenante. Mais on ne voit se dessiner aucune force capable d'offrir des solutions de rechange. La gauche, bien qu'officiellement unie, se perd dans des querelles de clocher. La guérilla a fait son apparition dans la province d'Ayacucho, une des régions les plus délaissées du pays. Elle est menée par "Sentier Lumineux", né de la scission d'un groupe maoïste.

Cette situation chaotique s'est encore récemment aggravée (mai-juin 1983). La multiplication des attentats et des sabotages, une mutinerie de gardes civils à Lima ont contraint le gouvernement à décréter l'état d'urgence pendant 60 jours.

La permanence des difficultés crée un climat d'anarchie généralisé et très dangereux. Belaunde pourrait-il être tenté de faire appel à l'Armée, au risque de retomber dans un engrenage dont le scénario est déjà connu?

---

## UNE ECONOMIE DESARTICULEE

---

La répartition des revenus est encore très inégale au Pérou. En 1980, le quintile supérieur de la population recevait toujours 50% des revenus, tandis que le quintile inférieur n'en obtenait que 3.1%.

Le fait s'explique en bonne partie par la topographie très accidentée du pays (voir page 1: "Tour d'horizon géographique"). Les inégalités régionales sont criantes, mais la géographie, à elle seule, ne peut cependant tout expliquer. Comment un pays qui regorge malgré tout de tant de ressources naturelles a-t-il réussi à accomplir apparemment si peu? Il faut donc aussi regarder l'histoire de ce pays et son intégration à l'économie mondiale. Il est évident que cette intégration s'est faite en procurant la plus grande partie des gains à l'Espagne et non au Pérou. De 1530 jusqu'à son accession à l'indépendance en 1824, le Pérou fut caractérisé par une économie d'enclave concentrée presque exclusivement sur la *Costa*. En effet, l'agriculture les mines et le développement urbain s'y opéraient tous en fonction du commerce d'exportation. En retrait, une économie traditionnelle décadente (abandon progressif des terrasses d'origine inca) subsistait dans la *Sierra*.

Par la suite, même après son accession à l'indépendance, l'histoire du Pérou peut être vue comme une série de cycles majeurs d'exportation.

De 1840 à 1880, ce fut l'ère du *guano* (engrais provenant d'excréments d'oiseaux et du traitement de débris de poissons) et des nitrates, ainsi que du coton et du sucre, avec la continuation de l'orientation externe, mais une participation péruvienne plus grande. De 1900 à 1950, la production minière se diversifia et le Pérou développa un embryon manufacturier. Vers 1950 se produisit une expansion rapide des mines, et à partir de 1960, celle de la farine de poisson, qui commença cependant à décliner vers 1971. Ainsi, on peut s'apercevoir que l'économie péruvienne n'a jamais vraiment développé de dynamisme interne autocentré basé sur le marché national, ce qui explique, entre autres, le degré réduit d'intégration économique à l'intérieur du pays.

De 1962 à 1968, le régime civil du Président Fernando Belaunde Terry, leader de l'AP (Acción Popular) passa un nombre assez élevé de mesures sociales telles que l'éducation gratuite de la maternelle à l'université, la construction de logis à prix modiques, et le programme de réforme agraire. L'opposition cependant, qu'elle fût de droite ou de gauche, était contre la réforme agraire telle que proposée par Belaunde et bloqua sa mise en oeuvre. Devant l'impossibilité de Belaunde de gouverner le pays et spécialement son inefficacité dans ses négociations avec les multinationales, particulièrement ses hésitations dans le cas de la nationalisation de l'International Petroleum Company (IPC), les militaires prirent le pouvoir en 1968 avec le général Velasco Alvarado à leur tête. (cf. p. 6 : "Le temps des réformes 1968-1975").

Finalement, en 1975, une grave crise économique éclate. Le général Velasco est remplacé par le général Morales Bermudez. C'est alors la fin de la phase progressiste du régime militaire. La phase II commence donc et les réformes sont progressivement abandonnées au profit de mesures d'austérité économique imposées par le FMI (Fonds Monétaire International) et les banques privées. (cf. p. 7 : "Coup de barre à droite".)

En mai 1980, des élections présidentielles et législatives ramenèrent au pouvoir, assez ironiquement, l'ex-président Belaunde Terry. Il propose alors un programme qui repose à la fois sur l'augmentation des dépenses publiques (dans l'espoir de créer un million d'emplois) et la rétrocession d'entreprises étatisées au secteur privé national et

étranger. Mais face aux difficultés économiques qui refirent bientôt surface, les objectifs prioritaires du pouvoir devinrent alors résolument la lutte contre l'inflation, l'équilibre budgétaire et la "vérité" des prix. Pour atteindre ce dernier objectif, une libéralisation des importations fut mise en oeuvre, mettant ainsi les produits nationaux en compétition directe avec les produits importés et, par conséquent, mettant de nombreuses entreprises nationales en danger. Il s'agit maintenant de produire pour exporter, devenir concurrentiel sur le marché international et ouvrir grand les portes aux investisseurs étrangers. L'adoption de ces nouvelles politiques fut exigée par la Banque Mondiale et le FMI, venus en mission en juin et juillet 1981, comme condition pour la reconduction de la dette et l'octroi de nouveaux prêts. La seconde présidence de M. Belaunde a donc résolument emprunté la voie de l'économie néo-libérale.

En particulier, l'ensemble des pratiques de politique économique du gouvernement cherche la réduction de la responsabilité protectrice de l'Etat dans le domaine du travail, la réduction maximum des institutions agricoles, minières et industrielles qui regroupaient les travailleurs, et la réduction du champ légitime de la solidarité entre les travailleurs. Ainsi, à la suite de nombreuses grèves qui éclatèrent à partir de septembre et octobre 1980, en contestation de la politique libérale et monétariste du gouvernement, celui-ci ne tarda pas à répliquer en promulguant une loi anti-grève.

Cependant, il apparaît que la population a de nombreuses raisons de réagir. Une étude publiée par le magazine "Paginas" montre que, si on examine l'évolution de l'indice des salaires et traitements minimums réels pour la région métropolitaine de Lima, la capitale, celui-ci a subi sa chute la plus marquée, depuis 1965, entre 1980 et 1981. Prenant le niveau de 1970-71 comme étant 100, l'indice est tombé de 91 en 1980 à seulement 69 en 1981. La conséquence immédiate de cette baisse de la valeur réelle des salaires est l'appauvrissement massif de la population. Plus des 2/3 de la population urbaine vit maintenant dans une pauvreté extrême.

Depuis son arrivée au pouvoir, la popularité du gouvernement Belaunde n'a donc cessé de baisser rapidement face à des difficultés économiques croissantes. La détérioration du niveau de vie s'accélère, tandis que l'inflation s'approche des trois chiffres. Et les perspectives pour l'avenir immédiat ne laissent rien présager de bien encourageant.

Les perspectives pour 1983 en ce qui a trait à l'activité économique sont plutôt mauvaises dans la plupart des secteurs. A la fin de 1982, le *Quarterly Economic Review* en faisait une analyse qui se résume comme suit: l'agriculture a des problèmes, entre autres, à cause des inondations qui persistent dans le nord du pays. L'industrie de la pêche est en crise. La production pétrolière a aussi subi un recul et la production minière, bien qu'ayant connu une augmentation majeure en 1983, devrait connaître une diminution de ses investissements en 1983. La production manufacturière, quant à elle, a diminué de 2.3% entre 1981 et 1982.

En parvenant à une entente avec le FMI, le Pérou espérait pouvoir emprunter assez pour rencontrer les échéances sur sa dette et financer son déficit. Mais les plans du gouvernement d'emprunter 2.2 milliards de dollars à moyen terme et de maintenir la dette à court terme tombèrent à l'eau. Ainsi, en mars 1982, le gouvernement a dû retarder les paiements de ses dettes de façon unilatérale (en fait, imposer un moratoire sur ses paiements) alors qu'il tentait d'obtenir un prêt de 880 millions de dollars. Suite à ces événements, que le Pérou choisisse maintenant une re-négociation de sa dette ou l'obtention de nouveaux fonds pour satisfaire ses obligations financières, il apparaît que d'une façon ou d'une autre, il devra faire face à des conditions plus sévères et devra payer cher ses besoins en devises étrangères.

Les politiques fiscales et monétaires restrictives adoptées par le gouvernement vont causer, selon les prévisions, une chute de 2% du produit intérieur brut en 1983. Une baisse de la consommation est aussi prévue. On prévoit malgré tout que le pays va encourir un autre déficit substantiel de sa balance des paiements en 1983. Ses besoins en financement extérieur se situeront vraisemblablement autour de 1.2 milliards de dollars.

Avec, d'un côté, une économie nationale en dépression majeure et la perspective d'une détérioration continue plutôt qu'une amélioration de la situation et, d'un autre côté, des créanciers très mal disposés à son égard, l'avenir immédiat s'annonce difficile pour le Pérou. La population péruvienne dans son ensemble s'en ressentira mais, comme c'est souvent le cas, ses secteurs les plus pauvres seront probablement les plus durement touchés.

(Sources: ACDI, *World Development*, *Páginas*, *Quarterly Economic Review*.)

Dans la flambée de violence qui terrorise et ensanglante le Pérou, surtout ces deux dernières années, on pointe comme responsable le fameux *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux). Le mouvement semblait jusqu'ici concentrer ses activités dans le département d'Ayacucho, mais voici que les attaques, les sabotages et les enlèvements se produisent un peu partout à travers le pays, et même dans la capitale. S'agit-il toujours du même groupe terroriste? Bien malin qui pourrait le prouver. La tactique, en tout cas, correspond à une idéologie connue.

Le nom même de *Sentier lumineux* tire son origine de l'expression "la voie lumineuse de Juan Carlos Mariategui", fondateur du parti socialiste péruvien, devenu parti communiste en 1930. C'est en 1978 que le 9e Plenum du Comité central du parti communiste péruvien, *Sendero Luminoso*, déclare terminée la réorganisation du parti et déclenche la guerre populaire, le soulèvement armé. Il faut dire que tout cela avait été préparé depuis 1970, avec Abimael Guzmán et ses partisans.

En 1980, le *Sentier lumineux* boycotte les élections pour l'Assemblée constituante. A l'arrivée à la présidence de Belaunde, en juillet 1980, éclatent les premières bombes: la guerre populaire devient réalité.

On commence donc par la campagne, sur l'*Altiplano*: attaques à main armée et occupation de mines, exploitations agricoles, villages, autocars, postes de police, bureaux de poste, cabines téléphoniques. Bientôt on assassine les mouchards, puis les membres des forces de répression et les autorités locales. Les paysans semblent "collaborer", au moins passivement, ne serait-ce que sous le coup de la peur.

De là, en accord avec les thèses classiques du maoïsme, le terrorisme essaime en ville; les attaques se multiplient contre le réseau de distribution d'électricité, les édifices publics, les journaux, les ambassades, les symboles de l'impérialisme étranger (Alfa Romeo, Coca-Cola), etc...

Bientôt les actes de terrorisme gagnent d'autres régions, même très éloignées. Ce qui laisse croire que le mouvement a réussi à implanter ses structures au niveau national.

Le caractère massif des attentats permet d'imaginer que la structure de *Sentier lumineux* est peut-être du type fédération de groupes, dont chacun jouirait d'une très grande autonomie tactique et opérationnelle, tout en partageant la même ligne stratégique.

Le *Sentier lumineux* se compose de cellules indépendantes de cinq personnes, hommes ou femmes, où il est impossible de connaître le nom des personnes appartenant à d'autres cellules. Le responsable d'une cellule est en lien avec trois autres responsables pour former un comité local de zone ou de district. Le *senderiste* doit être un guide pour ceux qui ignorent son rôle et sa situation. Il doit se faire respecter et acquérir une légitimité.

Malgré les arrestations nombreuses, le mouvement n'en est pas pour autant démantelé. Au contraire, il a renforcé ses positions et a dépassé certaines divergences internes, à savoir que le lancement de la lutte armée n'était pas encore opportun car il ne coïncidait pas avec la montée du mouvement revendicateur paysan, et que les premières actions n'ont pas eu lieu véritablement à la campagne, mais dans les petites villes.

Combien de temps tiendra *Sendero Luminoso*? D'aucuns ont déclaré que tant qu'il y aura au Pérou de la dynamite, il pourra continuer sans problème...

Mais le *Sentier lumineux*, qui ne semble connaître de "sentier" que celui du terrorisme est-il à lui seul responsable de toute la violence actuelle au Pérou? Il est permis d'en douter, quand on voit certaines autorités policières, au nom de la répression du terrorisme de *Sentier lumineux*, s'attaquer systématiquement aux milieux religieux de l'*Altiplano*, particulièrement ceux qui se dédient à la défense et à la promotion des Indiens de la région... Ce fut le cas, entre autre, à Ayaviri, en novembre de l'année dernière, quand un animateur chrétien de la paroisse d'Umachiri est resté détenu pendant onze jours, insulté, menacé de mort, frappé à coup de poing et de pied, torturé à l'eau froide et à la privation de nourriture dans les locaux de la PIP (Police d'investigation péruvienne), sans que puisse être retenue contre lui aucune charge ni prouvée aucune culpabilité. Le travail de M. Francisco Ccajia à la paroisse, ses liens avec le curé et sa participation à la vie des communautés chrétiennes ont été les sujets traités de façon constante et essentielle dans les interrogatoires de la garde civile (dont la devise est: Honneur!), comme dans ceux de la PIP.

La violence des autorités policières (ou autres...) est-elle plus justifiable que celle des mouvements terroristes?

La violence engendre la violence.

(Source: DIAL, nos: 805, 833 et 839)

Une Eglise qui dès son enfance a été capable de donner au monde des fruits de sainteté aux noms précis de Martin de Porrés, Rose de Lima et Thuriibe de Mogrovejo, présents dans toutes les litanies latino-américaines; ou encore, une Eglise qui, de nos jours, est en mesure de produire un théologien de la trempe de Gustavo Gutierrez, dont la réflexion influe sur la pensée non seulement de son pays d'origine mais de tout un continent, une telle Eglise a bien des chances d'échapper à la banalité. Et c'est bien ainsi qu'apparaît à plusieurs l'Eglise du Pérou, la plus ancienne de l'Amérique du Sud, l'une des plus dynamiques également.

Pourtant, cette Eglise n'est pas exempte d'ombres et de misères, dans son passé comme dans son présent. On pourrait même dire qu'elle est née, en quelque sorte, dans le péché, tellement les méthodes mises en oeuvre pour implanter le christianisme y ont parfois été indignes de l'Evangile. Et même aujourd'hui, n'est-il pas décevant de constater qu'une certaine partie de la hiérarchie résiste à proclamer en toute liberté la Parole de Dieu qui, elle, n'accepte pas d'être enchaînée (2 *Tim* 2, 9) ou à donner son appui à la praxis chrétienne de libération et à la réflexion théologique qui s'en inspire et la soutient?

Pour voir de plus près cette alternance d'opacité et de transparence, un retour sur l'histoire de l'Eglise péruvienne est tout indiqué. On y distinguera trois étapes de durée fort inégale et de tendances très différentes, mais on pourra remarquer que l'Un des éléments décisifs consiste dans le mode de rapports existant entre l'Eglise et l'Etat. En d'autres termes, on verra qu'au long de sa déjà longue histoire, l'Eglise du Pérou a vécu une perpétuelle tension entre la tentation de s'installer dans les structures officielles de l'Etat, au risque de mettre la lumière sous le boisseau, et le défi de rester fidèle à sa mission évangélique que ne manquait pourtant pas de lui rappeler la réalité faite de souffrance et d'oppression que vivent les grandes majorités.

## 1. UNE EGLISE SUBORDONNÉE

Pendant toute la période coloniale et jusqu'à tout récemment, les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat péruvien ont été régis par le trop célèbre système du *patronato*, ce droit concédé d'abord aux rois d'Espagne par Alexandre VI (1492-1503) et, par la suite, étendu aux Etats républicains qui en faisaient la demande au Saint-Siège. C'est Pie IX qui accorda à l'Etat péruvien le privilège de proposer les candidats de son choix pour les postes ecclésiastiques les plus importants, en échange de l'obligation d'y protéger l'Eglise catholique, le tout étant consacré par la Constitution de 1880 et celle de 1953.

Un tel cadre juridique ne devait pas manquer de créer, tôt ou tard, une identité d'intérêts entre les deux institutions et de conduire l'Eglise à légitimer l'ordre colonial. Bien sûr, il y aura toujours des individus capables d'interpeller l'ensemble de la communauté chrétienne et la société. C'est ainsi qu'au troisième concile de Lima (1582-83), les charismes de saint Thuribe surent faire adopter une ligne de défense de l'Indien, qu'on appellerait aujourd'hui "option préférentielle pour les pauvres". Mais un tel souffle missionnaire et prophétique ne résista pas longtemps et, dans la chrétienté coloniale que fut le Pérou, les préoccupations d'organisation interne de l'Eglise prirent vite le pas sur le combat pour la justice.

## 2. UNE EGLISE CAPABLE DE PRENDRE SES DISTANCES CRITIQUES

Cette longue subordination de l'Eglise ne fut vraiment remise en question que dans les années 50 de notre siècle, au moment où d'importants phénomènes socio-politiques altéraient la physionomie du pays: émigration massive des campagnes vers les grandes villes, entrée du capital étranger, émergence d'une nouvelle bourgeoisie. L'évolution de l'Eglise se fit remarquer à un triple niveau:

\* La hiérarchie commença à utiliser un nouveau langage. Une lettre pastorale remontant à 1958 dénonçait l'amplification des disparités sociales, la richesse se concentrant dans les mains de quelques-uns seulement, alors que la pression démographique d'une population encore majoritairement agricole était frustrée d'une juste répartition de la terre.

\* L'action pastorale connaissait, de son côté, un grand renouveau, grâce en bonne partie à l'affluence de missionnaires venus d'Europe et d'Amérique du Nord, dont le champ d'apostolat se fixa sur les périphéries urbaines et sub-urbaines, les villages éloignés et oubliés des montagnes et les communautés indigènes des Andes et de la jungle.

\* Enfin, les organisations de laïcs et, plus particulièrement, les groupes d'Action catholique servirent alors de véhicules pour la diffusion au Pérou des courants modernes de la théologie européenne et aussi de tremplins pour l'engagement de plusieurs à partir d'une position critique, même si, contrairement à certains pays voisins, il n'y eut jamais au Pérou de véritable parti d'inspiration sociale-chrétienne, comme la Démocratie chrétienne, assez fort pour s'implanter.

La convergence de ces trois facteurs créa un véritable mouvement ecclésial, inspiré non pas par des idéologies exotiques, mais par le dynamisme de l'Eglise qui voyait dans les problèmes sociaux de l'heure un défi de taille pour l'évangélisation et toute initiative apostolique. C'est à cette époque, en mars 1968, que fut créé le groupe sacerdotal ONIS (*Oficina nacional de información social*) qui devait se regrouper avec la JOC,

la JEC, L'UNEC et le MTC pour constituer la FAS (Foi et Action solidaire) qui constitue aujourd'hui le moteur ou l'épine dorsale du mouvement chrétien populaire, l'Eglise des pauvres. Alors que l'influence de l'Eglise du Pérou avait été pratiquement nulle à Vatican II, de l'aveu même d'un évêque d'une longue et riche expérience pastorale, il en fut tout autrement à Medellin (1968) et au synode romain sur la justice dans le monde (1971), où, faisant écho à la pratique et à la réflexion d'amples secteurs chrétiens, les pasteurs du Pérou apportèrent une contribution remarquable.

### 3. UNE EGLISE EN QUETE D'AUTONOMIE EVANGELIQUE

Les grands espoirs que suscita, à partir de 1968, la révolution nationaliste de Juan Velasco, purent contribuer à stimuler le réveil de certains chrétiens. Mais ce dernier résista au virage à droite du projet des Forces armées qui coïncida avec l'éclatement de la crise du capitalisme international dont le Pérou, pas plus que nul autre, ne fut à l'abri. En effet, entre les années 1976 et 1978 surtout, les pasteurs multiplièrent les prises de parole pour se faire la voix des sans-voix: toute une production de messages, déclarations, lettres pastorales provenant du cardinal Landáruzi et des évêchés de Cajamarca, Tacna, Pucallpa, Huancavelica et, d'une qualité remarquable, des cinq évêques du Sud andin, sont autant de cris de bons pasteurs contre la pauvreté et l'oppression écrasant leur troupeau, autant de signes également de l'autonomie évangélique que l'Eglise a retrouvée.

Certes, après le régime militaire, y a-t-il eu retour à la "démocratie" et à la "constitutionnalité" lors des élections de 1980, qui remirent Fernando Belaunde au pouvoir. Mais force est de reconnaître qu'au-delà de la rhétorique creuse du chef de l'Etat, ce sont les forces sociales les plus conservatrices et les plus insensibles qui ont récupéré le pouvoir réel dans la société avec la tolérance et peut-être même le plein accord d'un gouvernement qui mise avant tout sur le capital transnational. Or ce monde des classes dominantes et des riches manifeste aujourd'hui une grande méfiance vis-à-vis l'Eglise catholique qui fut jadis leur alliée: n'est-ce pas un bon point pour l'authenticité de l'Eglise?

Le Pérou de 1983 apparaît comme une plaie vive, durement frappé par des fléaux de toutes sortes: naturels (inondations, avalanches, sécheresse, retrait d'un courant marin bénéfique), économiques (fermeture d'usines, dette extérieure écrasante, industrie de la pêche ralentie), sociaux (chômage avec toutes ses conséquences, complicité dans le trafic international de la cocaïne, multiplication de bidonvilles d'une pauvreté inimaginable) et politiques (guérilla, répression, montée de l'APRA, une alternative politique peu reluisante). C'est dans ce contexte souvent catastrophique que l'Eglise doit vivre, prendre la parole et agir. Mais quand elle intervient, par exemple pour dénoncer la violation de plus en plus fréquente et

grave des droits humains, elle se fait attaquer à son tour, y compris dans la personne de tel ou tel évêque ou même du cardinal. On dit au Pérou que les Belaunde et les Landáruzi sont deux vieilles familles rivales d'Arequipa... Quoi qu'il en soit de cet aspect personnel, on a l'impression, quand on vit le moindrement au Pérou, que l'heure d'un certain martyr est à la porte de l'Eglise qui y vit, et on peut se demander si elle saura y faire face avec détermination.

### NOBLESSE OBLIGE

Deux réponses sont possibles à cette question cruciale. L'éventualité d'un repli n'est pas à écarter et certains facteurs pourront avoir du poids: le remplacement de pasteurs arrivés à l'âge de la retraite, le décès accidentel de deux des meilleurs au cours de 1982, la nomination d'évêques qui, selon les critères de l'actuel CELAM et de la Commission romaine pour l'Amérique latine (CAL), sont avant tout des hommes de et pour l'institution, les sympathies avouées de Jean-Paul II pour un institut religieux né dans l'Espagne franquiste et actif au Pérou. On peut même prévoir un certain type de répression intra-ecclésiale contre les agents de pastorale et les chrétiens d'une ligne libérationniste. Il y a donc possibilité que la hiérarchie cherche à revenir à ses positions de bonne entente et même de subordination par rapport aux classes dominantes et au pouvoir politique, comme jadis.

D'autre part, la pratique pastorale en milieu populaire y est trop rodée pour que ses artisans: évêques, prêtres, religieux et laïcs se laissent décourager par le recul de certaines autorités. Les faits montrent d'ailleurs comment certains calculs "officiels" sont parfois déjoués par des conversions soudaines, tel cet évêque de Huancavelica qui, missionnaire de formation conservatrice, a su écrire la lettre pastorale la plus énergique contre la répression policière, le jour où elle fit des victimes dans les secteurs miniers de son diocèse.

Mûris dans leur vision de la réalité par l'impact de la pauvreté et dans leur foi par l'expérience ecclésiale des pauvres, ces agents de pastorale ne feront certes pas marche arrière dans leur critique de la société et leur engagement avec le peuple. Que ce soit dans les tâches les plus modestes comme la catéchèse et la création de groupes paroissiaux, ou dans divers services d'appui tels que la formation des personnes, la défense des droits humains ou la médiation, ces hommes, ces femmes et ces communautés chrétiennes sont déjà des facteurs de changements, parce qu'ils agissent non pas à partir d'une posture de neutralité, mais en solidarité avec le peuple. Par leur présence concrète et active dans les affaires de la vie quotidienne et par leur défense de ceux et celles qui n'ont pas leur place dans la société, ils sont les vrais héritiers spirituels de Martin de Porrès et de Thérèse de Mogrovejo, les saints d'aujourd'hui, une grâce actuelle pour l'Eglise du Pérou. Noblesse oblige.

---

NOTRE PÈRE

---

*(en provenance de Lima, Pérou)*

NOTRE PÈRE QUI ES AVEC NOUS

TU AS PENSÉ AU FUTUR DE TON PEUPLE

TU RÉALISES LE PRÉSENT PAR LA CONSTRUCTION DE TON  
RÈGNE DE JUSTICE

QUE TON NOM SOIT SANCTIFIÉ

LE PÉCHÉ DES TRAITRES NOUS REND LA VIE BIEN DIFFICILE

DONNE-NOUS LA FORCE DE VAINCRE NOS ENNEMIS

QUI NE PERMETTENT PAS D'APPORTER À NOTRE FOYER

LE PAIN DE CHAQUE JOUR

NE NOUS LAISSE PAS TOMBER EN TENTATION

DE NE PAS VOIR LA SOUFFRANCE DE NOS FRÈRES EN LUTTE

DÉLIVRE-NOUS DE NOTRE EGOÏSME

ET AÏDE-NOUS A CONSTRUIRE TON RÈGNE

DE JUSTICE ET D'ÉGALITÉ.

Amen. AMEN.

Frère Job,

Tes cris de douleur et de protestation nous ont pénétrés jusqu'aux os, ils nous ont enlevé le sommeil; le sang nous sort par les oreilles.

Tes mains bougent dans toutes les directions: elles nous font signe, nous frappent, nous interrogent, nous tirent en avant, nous caressent, nous poussent. Où nous amènes-tu, ami Job?

Ton odeur de mort arrive à nos narines, nous te sentons de partout. Ton corps osseux nous aiguillonne. A notre chair collent des morceaux de ta chair corrompue: tu nous as contaminés, frère Job, tu nous as contaminés, nous, nos familles, notre peuple. Ton regard de foi et de justice, ton souffle saturé de fureur nous a remplis de courage, de tendresse et d'espérance.

Comme tu es courageux, mon frère! Quel pouvoir de résistance tu as! Tu es un spectre, comme nous, malade, abandonné, méprisé, opprimé. Tu inspires le dégoût (et nous, inspirons-nous le dégoût?). Tes amis Elifaz, Bildad et Sofar ne cessent de te torturer et de te donner de mauvais conseils. Ils disent que c'est un péché que tu protestes et que tu défendes ton innocence, que c'est Dieu qui t'a châtié et que tu dois te repentir. Et toi, ami, malgré tout, tu ne te rends pas. Tu cries encore plus fort. Tu ne les crois pas et tu les combats. Bien plus, tu oses plaider contre le Dieu tout-puissant, tu le rends coupable de ta disgrâce, de garder le silence devant ta souffrance. Tu luttas contre lui, contre celui qui fut ton ami et qui t'a abandonné, sans que tu comprennes pourquoi. Tu affirmes ta justice et ton innocence; tu as tout le droit de te défendre puisque tu es un humain. C'est le droit de l'homme et de la femme de protester contre l'injuste souffrance.

Tes amis ne sont plus tes amis parce que tu as protesté et que tu as osé toucher l'intouchable: Dieu. Le Dieu parfait, le tout-autre qui commande le monde sans erreur, qui punit le mal et récompense le bien. Le Dieu qui répartit la justice à droite et à gauche; mais toi, tu ne la vois pas. Ce que tu vois, c'est la souffrance d'un grand nombre de justes et d'innocents, la jouissance et le plaisir des injustes qui accumulent les richesses. Tes amis, dans leurs beaux discours, affirment le contraire. Mais devant toi ils doivent se taire parce que tu souffres l'injustice et que tu la vis dans ta propre chair.

Que Dieu parle enfin! Qu'il rende compte de ses silences, ces silences insupportables!

Insupportables sont les silences de Dieu. Son absence invoque la mort. Dieu, notre Dieu, pourquoi nous as-tu abandonnés? Que Dieu parle maintenant et que se taisent les amis, car leurs caquetages ne laissent pas entendre la voix de Dieu.

Pourquoi ces sages ne se taisent-ils pas? Leur sagesse ne cadre pas avec la vie. Ils ont devant eux la douleur et la misère et ils les nient par leurs paroles. Théologie vide, fermée, qui prétend défendre Dieu par des mensonges incroyables (*Job 13, 7*). Ils se font les avocats de Dieu aux dépens de l'homme, au lieu d'être les défenseurs de l'homme par mandat de Dieu.

Qu'ils se taisent donc! Il vaudrait mieux qu'ils retournent s'asseoir au dépotoir avec Job, qu'ils pleurent et qu'ils déchirent leurs vêtements, pour une autre période de sept jours et sept nuits, sans lui dire un mot, mais en se solidarissant avec lui dans la souffrance. Peut-être ainsi seront-ils contaminés et comprendront-ils pourquoi l'innocent a le droit de protester, de se révolter. Peut-être ainsi se convertiront-ils.

Mais gardons silence nous aussi, compagnon Job. Ne nous disputons plus. Nous nous sommes déjà suffisamment lamentés. Ton sage discours a fermé la bouche des sages. Déjà ils sont à court d'arguments, il n'y a pas un dieu pour les épauler. Fermons la bouche et écoutons. Laissons Dieu comparaître devant nous et rendre compte de ses silences.

Les silences de Dieu sont mystérieux; parfois ils nous glacent d'effroi, ils nous paralysent devant les légions de démons qui arrachent la vie des hommes. Mais sans les silences mystérieux de Dieu, nous ne pourrions pas être humains... Quand Dieu parle beaucoup, l'homme devient sourd. Il n'entend pas la clameur du pauvre, de celui qui souffre. Il s'abrutit, il n'avance pas, il n'espère pas, il ne peut rien, il ne supporte rien. Dieu se tait pour que l'homme parle, qu'il proteste, qu'il lutte. Dieu garde le silence parce qu'il veut que l'homme soit homme. Quand Dieu se tait et que l'homme pleure, Dieu pleure aussi, solidaire avec lui. Mais il n'intervient pas, il attend le cri de protestation. Alors Dieu recommence à parler, mais en dialogue avec nous... Il nous enseigne comment la chèvre de montagne pousse dehors ses petits dès leur naissance, pour qu'ils se fortifient, qu'ils sortent dans les champs et ne reviennent pas pour la tétée. Il nous montre à quel point l'âne sauvage est libre et se rit de l'agitation de la ville, qu'il n'écoute pas le muletier et cherche lui-même sa nourriture. Le buffle se refuse à passer la nuit à l'étable; l'autruche se moque du cavalier qui ne peut la rejoindre à la course; le cheval hennit majestueusement, il ne recule pas devant l'épée de la guerre; l'aigle vole jusqu'au plus haut sommet pour embrasser d'un regard le monde entier. A tous Dieu donne force et liberté.

Levons-nous, compagnon Job. On ne peut pas attraper Léviathan avec un hameçon, ni le monstrueux Béhémoth avec un sourire. Ce sont des forces

puissantes que seule la force de Dieu animant nos propres forces pourra vaincre. Le Seigneur nous met au défi, à nous de lui répondre.

Maintenant, ami Job, tu connais vraiment Dieu. Tu ne seras jamais plus le même après cette expérience de douleur. Tu ne redeviendras jamais cet homme riche qui recevait tout dans la bouche, qui donnait de son superflu à celui qui n'avait rien. Tu as connu l'intimité des misérables, et cette expérience, personne ne pourra l'effacer de ton histoire. Maintenant, tu connais mieux ton Dieu.

Dieu t'a rétabli pour que tu luttas contre lui et avec lui, jusqu'à ce qu'il te bénisse. Que feras-tu maintenant? Dieu t'a rétabli. Et nous?

Nous t'attendons au dépotoir,

Huampanf, 15 novembre 1982.

ELSA TAMEZ

(Mme Tamez est une théologienne du Costa Rica. Sa "lettre au frère Job" que nous avons traduite ici est parue dans la revue *Paginas*, VIII, 53.)

## Propositions d'action

1. Lettre d'appui aux évêques du Honduras dans leur dénonciation du climat de violence qui règne dans le pays et dans leur appel au dialogue entre Honduriens et avec le Nicaragua voisin. Ecrire à:  
*Mons. Héctor E. Santos*  
*Presidente de la Conferencia Episcopal*  
*Apartado postal 106*  
*Tegucigalpa, HONDURAS.*
2. Lire et faire lire le bouleversant témoignage d'une Indienne guatémaltèque sur le génocide en cours dans ce pays: "*Moi, Rigoberta Menchu...*", Editions Gallimard, Collection "Témoins".
3. Commanditer un courrier "*pour une nouvelle vie au Salvador*" lors du Marathon international de Montréal, le 25 septembre prochain. Envoyer les chèques au: *Comité Marathon - El Salvador*  
*C.P. 794, Succ. "N"*  
*Montréal, Qué. H2X 3T7*

Christ Seigneur, nous avançons à tâtons,  
Nous avons besoin de lumière  
Pour que des aveugles ne guident pas notre propre aveuglement.  
Pour que nous ne travestissions pas le sens de ta parole,  
Ecoute-nous, Jésus!

Un jour, j'ai lu que ni en Samarie, ni là-bas à Jérusalem,  
Il n'existait de lieu exclusif pour te rendre gloire;  
Mais maintenant on nous dit qu'il n'y a qu'à l'église  
Qu'on peut adorer dans la foi.

J'ai lu que ce que nous faisons au frère, nous te le faisons à toi;  
Mais il semble qu'aujourd'hui l'église soit devenue plus sacrée  
Que le frère qui s'y réfugie sous la menace du fusil...

J'ai lu qu'en matière de "valeurs humaines", l'être humain vaut plus,  
Qu'il est la demeure de ta gloire  
Et qu'en lui on peut contempler ton visage, ton amour et ta pauvreté.

J'ai lu que le pasteur salarié abandonne son troupeau  
Mais que celui qui rend vivante ta Parole,  
Tu le protèges contre les dents de ses vils ennemis.

Je sais que le marxisme athée ne sert pas à l'endoctrinement.  
Mais dans les églises on entend dans chaque sermon  
Une doctrine CAPITALISTE au lieu d'une doctrine chrétienne.

Qu'on ne parle pas de politique à l'Eglise?  
Et de l'oppression non plus?  
Il faut défendre la capital... - apolitique -?  
...les bienfaiteurs qui cherchent dans l'Eglise un instrument?

Je veux comprendre, Seigneur;  
Mais je ne sais pas ce qui m'arrive:  
Ma tête est tout embrouillée.  
Je te prie de m'enseigner ton message,  
Car on ne peut vivre dans une telle confusion!

M.T.F.

# En Amérique latine

• CHILI -- La torture est encore pratique courante au Chili. Un récent rapport d'Amnistie Internationale révèle l'existence d'un centre secret utilisé par la police secrète chilienne (CNI, *Central Nacional de Informaciones*). Les témoignages reçus prouvent que de personnel médical qualifié a examiné les victimes avant et après les séances de torture et qu'au moins un d'entre eux a participé activement aux tortures. On peut se procurer le rapport (en anglais ou en espagnol) au secrétariat d'Amnistie Internationale, 1800 Dorchester ouest, # 127, Montréal, H3H 2H2.

• HONDURAS -- La secte *CAUSA Internacional* (Moonistes) vient de faire son entrée officielle au Honduras. C'est le général Alvarez, chef de l'armée hondurienne, qui a invité la secte à s'installer au pays de façon officielle en janvier dernier, bien qu'elle y fonctionnait déjà depuis quelques années. Simple politesse, en échange de la générosité de M. Bo Hi Pak, assistant de Moon, envers l'APROH, association des capitalistes honduriens, récemment fondée par Alvarez lui-même? Pak était d'ailleurs présent à la célébration officielle. La montée de ce genre de sectes fondamentalistes est telle au Honduras, et partout en Amérique centrale, qu'on commence à parler ouvertement de "théologie de la répression".

(Central America Update, IV, 6, juin 83)

En avril dernier, l'épiscopat hondurien réagissait énergiquement à cette entrée en force des Moonistes. Cette intervention se situe opportunément entre la courageuse lettre pastorale de novembre 82 sur le climat de violence dans le pays et celle du 13 juillet dernier: un appel à la paix et au dialogue. (INEHSCO, 06/83; CEDOH, # 27)

• NICARAGUA -- Pendant que le président Reagan proteste à cor et à cri que c'est uniquement son désir de protéger la démocratie sur le continent qui justifie le blocus (pardon! les manoeuvres...) près des côtes nicaraguayennes, le Conseil d'Etat est en train de doter la pays de sa Loi sur les partis politiques. A la session du 22 juin dernier, les cinq premiers chapitres étaient déjà votés: considérations, principes et objectifs, droits et devoirs des partis politiques. Cette première étape doit être complétée cet été, et sera suivie en 1984 de l'élaboration de la Loi électorale, pour déboucher sur des élections en 1985. A date, une dizaine de partis ont été reconnus. Ils sont regroupés dans deux blocs principaux: le Front patriotique de la Révolution,

qui réunit le Front sandiniste et les partis qui appuient le processus, et la Coordination démocratique "Ramiro Sacasa", qui représente l'opposition. Tous les groupes ont participé aux débats sur la loi des partis.

(Noticias Aliadas, 20, 27, 21/06/83)

• CUBA -- A l'occasion du 30e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada (26 juillet) et du 25e anniversaire du triomphe de la Révolution, les associations d'amitié avec Cuba dénoncent le blocus criminel et illégal imposé au pays par les Etats-Unis et exigent le retrait immédiat des troupes américaines de la base de Guantanamo.

(Québec-Cuba, IV, 3, juillet 1983)

Il convient de rappeler ici que, malgré toutes ses erreurs, la Révolution cubaine reste pour l'ensemble de l'Amérique latine l'exemple de l'affranchissement de la domination impérialiste. En Amérique centrale, tout particulièrement, l'agressivité américaine ne fait qu'attiser les luttes de libération de peuples qui ne peuvent plus supporter le saccage, l'exploitation, l'humiliation, la faim, la maladie, l'analphabétisme.

• NICARAGUA -- ETATS-UNIS -- Le 30 novembre 1982, le Centre pour les droits constitutionnels et la Guilde nationale des avocats ont intenté une poursuite en justice en faveur de sept citoyens nicaraguayens, d'un membre du Congrès (Ronald Dellums) et de deux résidents de la Floride, contre le président Reagan, le secrétaire d'Etat Shultz, le directeur de la CIA W. Casey, l'ambassadeur américain au Honduras Negroponte, et un certain nombre d'organisations de nicaraguayens en exil. Mme Myrna Cunningham, médecin miskita, était de passage à Montréal récemment pour expliquer le sens de cette démarche. Les plaignants ont été victimes de raids à la frontière Honduras-Nicaragua. Ils ont été torturés et kidnappés. Des membres de leurs familles ont été tués. Ils soutiennent que leurs blessures sont le résultat de la conspiration entre le Conseil de Sécurité des Etats-Unis et les *contras* dans les camps sur la frontière. Leur poursuite s'inscrit dans le cadre de l'*Alien Tort Claims Act*, qui leur donne le droit de déposer une action en dommage à la cour fédérale pour violation de la loi internationale.

Le 4 août 1983, le juge H. Corcoran, de la Cour fédérale, déclarait irrecevable la poursuite, qui "pourrait faire honte au Président ou au Congrès... et donner prise à des opinions divergentes sur la politique extérieure".

(Barricada, 15 août 1983)

# Nouvelles du Comité

## □ Rencontres Internationales

\* 4e rencontre internationale "Mgr Romero", du 5 au 8 mai 1983, à Turin (Italie). Denis Fontaine s'y est rendu, en compagnie de Normand Brodeur (Jeunes du Monde). La rencontre a porté principalement sur les obstacles et les ouvertures à la solidarité, du point de vue spécifiquement chrétien. Elle regroupait plus de 200 délégués de 110 organismes et 22 pays différents, nombre doublé les deux derniers jours par les délégués des communautés de base de la région de Turin, chez qui nous étions logés.

\* Dialogue continental pour la paix en Amérique centrale, du 23 au 25 juin, à Washington. La délégation canadienne comptait quatre (4) membres, sous le chapeau du Comité Inter-Eglises sur les droits humains en Amérique latine (Toronto). Denis Fontaine en faisait partie. Centrés sur les mêmes réalités que la rencontre de Turin, les participants en ont adopté aussi la méthode: regard sur les obstacles et les ouvertures pour la paix en Amérique centrale, établissement d'un plan d'action concerté et de priorités à l'intérieur de celui-ci. Les délégués représentaient des organismes officiels de défense des droits humains ou des organisations d'Eglises, alors que les délégués de Turin étaient davantage représentatifs de la "base".

Les rapports de ces deux rencontres sont disponibles sur demande au Comité.

## □ Départs

Très bientôt, notre amie Madeleine Monette, des Soeurs de Ste-Anne, s'envolera pour le Chili, où elle ira rejoindre deux de ses compagnes pour l'ouverture d'une maison de formation de sa communauté.

Quant à Hervé Caron, p.m.é., il nous a déjà quittés pour retourner en "mission" dans son diocèse d'origine de La Pocatière.

A tous deux, notre prière fraternelle et notre bon souvenir.

- ON CHERCHE: pour le nouveau local du Comité, un classeur à revues, avec tablettes inclinées.

## □ Déménagement

Depuis le 20 juin dernier le Comité occupe ses nouveaux locaux, à la Maison Bellarmin. Ce déménagement s'inscrit dans la ligne de "l'économie", bien sûr, mais surtout dans la perspective d'un regroupement des forces, dans le cadre du Centre "Justice et Foi". Le secrétariat est ouvert tous les jours, mais il est toujours préférable de donner un petit coup de fil avant de passer nous voir. BIENVENUE! (Adresse et téléphone en dernière page)

## □ Porte ouverte

Les rencontres reprendront bientôt: échange, prière, réflexion, action. Contactez-nous pour les horaires.

## □ Publications



(\$4.00)

bon de commande au verso

*"Un élargissement du concept de martyr par un christianisme conscient de sa responsabilité pour la justice et la paix dans le monde"*



\$ 3,50

# CAMINANDO *(en marche!)*

Vol IV No 3

Août 1983

## S O M M A I R E

### DOSSIER PEROU

Editorial	2
Tour d'horizon géographique	2
Tour d'horizon historique	3
Une économie désarticulée	9
Le "Sentier lumineux" du terrorisme...	13
L'Eglise du Pérou: opacité et transparence	15

### FOI ET ENGAGEMENT

Notre Père	19
Lettre à mon frère Job	20
Prière pour comprendre	23

### PROPOSITIONS D'ACTION

### EN AMERIQUE LATINE

### NOUVELLES DU COMITE

### NOUVELLE ADRESSE

Le secrétariat du Comité Chrétien est maintenant situé au Centre "Justice et Foi" (Maison Bellarmín):

25 ouest, rue Jarry  
salles 112A & 119  
Montréal H2P 1S6

Tél.: (514) 387-2541, # 38 & 43

## BIENVENUE!

## FORMULAIRE D'ABONNEMENT & BON DE COMMANDE

COMITE CHRETIEN

POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE

25 ouest, rue Jarry, # 112A  
Montréal, Qué. H2P 1S6

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Reçu pour fin d'impôts: oui  non   
(pour les dons seul.)

Abonnement au CAMINANDO  
(\$5.00 par année)

\$ \_\_\_\_\_

AGENDA 1984 des martyrs-e-s  
(\$4.00 + 50¢ poste)

\$ \_\_\_\_\_

Biographie de MGR ROMERO  
(\$3.50 + 50¢ poste)

\$ \_\_\_\_\_

Contribution au travail  
du Comité

\$ \_\_\_\_\_

Ci-inclus: chèque   
mandat

\$ \_\_\_\_\_